

La pauvreté et immigration de pauvreté

Posté le : 29 novembre 2017 17:26 | Posté par : Blog du cercle des économistes e-toile
 Catégorie: Actualité chaude, Attitudes, Histoire économique récente, Economie et politique

Peut-on parler de la pauvreté et de l'immigration de pauvreté sans provoquer aussitôt des crispations idéologiques et partisans majeures qui rendent toute réflexion partagée impossible ? C'est un de ces sujets qui vous amènent au point Godwin en un instant. Nous savons les risques d'incompréhension que nous prenons, à vouloir aborder ce thème.

Toute l'économie politique est basée sur la création de richesses : lorsque la richesse globale augmente, la pauvreté recule. On ne parle plus alors de pauvreté absolue mais seulement de pauvreté relative, par nature impossible à corriger, puisqu'elle glisse avec le taux de croissance par sa définition même. On est toujours le pauvre de quelqu'un. Lorsque des mesures politiques sont prises pour réduire la production globale, la pauvreté augmente. Réciproquement la création de richesses se produisant quelque part et pas ailleurs, provoque immédiatement une inégalité de la richesse par tête. On en a déduit presque partout depuis l'accélération de l'enrichissement économique des nations, c'est-à-dire depuis au moins 200 ans, qu'il fallait accepter cette inégalité quitte à la corriger pour ne laisser personne dans la misère. Ce qui a été fait pratiquement dans tous les pays développés, même si les modalités divergent.

Depuis la révolution française et surtout depuis Marx, certains ont considéré qu'il fallait liquider les classes possédantes pour permettre à la masse de quitter l'état de pauvreté, l'égalité étant le seul vecteur de la vraie richesse. L'URSS et les différentes républiques populaires ont tenté de mettre en œuvre cette idée. Avec les résultats que l'on sait : 100 à 150 millions de morts, des milliards de vies gâchées et un effondrement complet dans les années 1980, la Chine se convertissant à un capitalisme d'état, sous férule dictatoriale, et l'URSS disparaissant. L'Inde et l'Indonésie, qui végétaient en pratiquant une sorte de socialisme d'État mâtiné d'archaïsmes divers, ont également décidé de se lancer dans l'économie de marché.

En une trentaine d'années, 1 000 000 de personnes qui étaient maintenues dans la misère (moins de 55 euros par mois), sont sortis de l'extrême pauvreté dans les ex-Républiques Populaires et dans les pays qui suivaient les recettes soviétiques.

L'extrême pauvreté est encore très générale en Corée du Nord. L'immonde Mugabe, star de la gauche socialiste tiers-mondiste, a ruiné son pays et réduit son peuple à la misère. En Amérique du Sud, Chavez et Maduro ont ruiné un pays riche, le Venezuela, et ont réduit à la misère des centaines de milliers d'habitants.

On en conclura que le « socialisme réalisé » aura été un vecteur effroyable de misère et que la meilleure solution aura été d'en sortir, en espérant que les derniers pays victimes puissent le faire assez vite.

La misère est, sinon, essentiellement le fruit des guerres internes ou externes. En Europe, dans les zones de combat comme l'est de l'Ukraine ou le Kosovo, pseudo-État dirigé par des criminels sordides et avérés, la pauvreté s'est accrue, provoquant l'exode des Kosovars (ce qui est un comble pour des gens à qui on a attribué le pays d'une autre nation) et des tensions extrêmes sur les marges de la Russie.

En Afrique et au Moyen Orient, les deux sources de pauvreté généralisée ont été les guerres

islamistes et les guerres tribales. Pour simplifier, tous ceux qui poussent à la guerre extérieure ou intérieure sont les responsables principaux de la pauvreté. Dès que l'on quitte le socialisme, le terrorisme et le bellicisme, la prospérité revient peu à peu.

Il est vrai que ces constats sont rarement faits dans la presse française, les journalistes considérant que, pour avoir les postes qui rapportent gros, il faut faire sa révérence aux thèses gauchistes les plus rétrogrades, syndrome d'un « complexe de gauche » qui n'a jamais été guéri en France. Cela pourrait n'être que ridicule. Malheureusement les idéologies violentes s'enchaînent : après le socialisme violent et criminel, voici, avec les mêmes procédés, l'islamisme violent et criminel où la barbarie insigne est assumée, avec les mêmes méthodes, parfois avec les mêmes suppôts, comme le montre l'exemple d'un Edwy Plenel qui a glissé du socialo-fascisme à l'islamo-fascisme avec la facilité du « Pied Rouge » trotskiste sûr de lui-même et dominateur.

Désormais la mouvance socialiste ne parle plus de pauvreté mais d'égalité. Le socialisme militant n'est plus une lutte contre la pauvreté (un thème qui a été laissé à l'Abbé Pierre et aux Restos du cœur) mais un combat contre les riches. Le nouveau Doriot, un certain Mélenchon, a hier encore hurlé à la mort des riches « dont la France n'a pas besoin », avec les accents de Staline dénonçant les Koulaks, avant d'en tuer une dizaine de millions. Et la presse s'extasie. Le pauvre Merluce (soumis à l'ISF tout de même) était, paraît-il, déprimé. Une larme de compassion, SVP, pour un cyclothymique bipolaire qui parle si bien. Le voilà requinqué d'avoir incité de la façon la plus outrancière à la haine sociale. La presse applaudit cette magnifique résurrection par l'abjection hystérique.

Pas les pauvres. Ils n'espèrent rien de notre Chavez national. Ils ont raison.

Est-ce que cela clôt la question ?

Certainement pas.

Une source indiscutable de la pauvreté est à chercher dans la violence des crises périodiques. Ces crises internes au capitalisme financier doivent être comprises, prévenues et jugulées. C'est une des vocations de blogs de chercher les causes et les solutions. Ce qu'a prouvé le socialisme « réalisé », c'est l'influence de l'organisation. Une organisation défectueuse crée de la pauvreté. Nous prétendons que les crises récentes ne sont pas « intrinsèques » ni « constitutives » du capitalisme financier, mais le résultat de défauts majeurs d'organisation, provoqués par des conceptions erronées, en général fille d'objectifs politiques d'où l'économie est en tout ou partie absente.

Dénoncer les dysfonctionnements et proposer des remèdes est, pour nous, le propre de la réflexion économique et la seule qui peut conduire à la réduction de la pauvreté et la misère là où elle demeure, tout en sachant qu'il s'agit d'une condition nécessaire mais pas suffisante.

En dehors de ces phénomènes globaux, il peut exister des modalités d'organisation de détail plus ou moins défavorable à la sortie de la pauvreté.

L'État, en France, ne sait pas gérer la pauvreté. Il se débarrasse de la question sur des associations par un arrosage financier qu'il répugne à contrôler, et en abandonnant la répression des attitudes anciennement dites « asociales ». La mairie de Paris loge désormais des clochards au milieu des HLM, ou dans des appartements de luxe rachetés à prix d'or, faisant deux victimes, les voisins et le clochard lui-même qui est en général totalement incapable de s'assumer dans un tel cadre. La carte de paiement qu'on leur donne est appelée par eux-mêmes : le « RSA-pinard ». Et ils campent devant les supérettes où ils viennent acheter leur boisson favorite.

On sait que près de 2 millions de jeunes traînent hors de toute activité ou scolaire ou de travail. Ces « disoccupati » sont à l'origine d'une délinquance dite « légère » mais qui n'est plus ni poursuivie ni sanctionnée. L'assistantat permet de maintenir ces groupes hors de la vraie pauvreté mais pas hors de

la rue.

En Europe, la règle a été qu'il fallait traiter les Européens étrangers comme ses propres citoyens. L'élargissement de l'Union Européenne aux ex-pays socialistes de l'est du continent a provoqué un afflux de pauvres. Il y a six millions de Roms ou équivalents entre la Hongrie, la Roumanie, la Bulgarie et les pays voisins. Leur migration n'a pas cessé notamment depuis l'an 2000. En France le nombre de bidonvilles Rom croît régulièrement : 100, puis 200, puis 400 et plus de 500 aujourd'hui, avec près de 500 000 Roms. Il n'y a plus une boulangerie ou une supérette sans son mendiant Roms, en même temps que s'étalent sur les trottoirs les plus fréquentés des grandes villes des « familles » entières, alors que quêter avec enfants est strictement interdit. Lorsqu'un bidonville crée un abcès trop grave, on le détruit. Il se reconstruit un peu plus loin. Il y a plus de mendicité aujourd'hui à Paris qu'à Calcutta ! Au rythme actuel nous aurons 1 million de Roms en France dans 20 ans. L'Allemagne, la Suisse, l'Italie connaissent des situations comparables. Un tiers des populations Roms d'Europe centrale se sont déplacées vers les parties riches du continent. Dans un silence de plomb. Pas question d'évoquer cette migration forcenée pour ne pas être accusé de racisme et de promotion de nouvelles chambres à gaz. Chut !!! Les gouvernements Hongrois, Bulgares et Roumains sont aux anges. Ne restent au pays que les riches chefs de clans et gangs, dans des palais somptueux. Les subventions européennes peuvent être détournées à d'autres objets. Chut !!!

Dans le monde, l'ONU a déclaré que la natalité n'était pas de la responsabilité des États et qu'il appartenait aux migrations « souhaitables » de réduire les tensions qu'une surnatalité provoquait. On voit donc des États africains qui laissent se développer une natalité galopante qu'ils ne peuvent plus et ne veulent toujours pas maîtriser. On sait qu'en 2050, à ce rythme, l'Afrique aura 1 milliard d'enfants de plus et qu'environ 400 millions chercheront à sortir de la misère obligée en migrant vers l'Europe, qui, elle s'enfonce dans la dénatalité généralisée. Les dispositifs d'aide sociale ne peuvent absolument pas absorber un tel afflux. On a vu qu'en France, on était totalement incapable de régler correctement un afflux de 500 mille pauvres en vingt ans. Et que les populations, partout en Europe, n'étaient pas d'accord pour ce « grand remplacement de population ». Le cas de l'Allemagne et les difficultés de Mme Marcel sont aussi clairs que les réactions « populistes » en France, en Pologne, en Hongrie, en Autriche, etc.

Le transfert de la misère dans un contexte où il est interdit d'interdire et où l'économie mondiale ne connaît plus de croissance rapide est un des grands enjeux du temps. D'autant plus en Europe qui croît encore moins que le reste du monde. D'autant plus en France qui est à la traîne du reste de l'Europe. On vient d'y connaître 8 années de baisse du revenu par tête, la montée du chômage à 4 ou 5 millions et le développement d'un groupe de 7 millions de personnes économiquement fragiles. L'afflux d'immigrants pauvres est évidemment très mal vécu. La pauvreté importée met à l'épreuve toutes les tentatives faites pour maîtriser la misère locale et crée évidemment une « dé civilisation » qui se voit tous les jours dans la rue et dans les déficits publics.

L'économie ne fait pas de différence entre les races, les religions et les nationalités. Un afflux de nouveaux entrants est toujours considéré par les économistes comme favorable dès lors que les entrants deviennent producteurs et épargnants et investisseurs et consommateurs. L'important est qu'ils travaillent. En économie, « plus on est de fous plus on rit », plus on est nombreux plus on échange, plus on est riche, lorsque l'augmentation de population est graduelle et son insertion organisée. L'erreur de Malthus, qui ne l'avait pas compris, est désormais bien assimilée. C'est sans doute ce qui explique la mise en accusation de « l'économisme » par des gens qui regrettent, comme Eric Zemmour, le grand remplacement, mais aussi par les écologistes qui voient dans la hausse de la consommation la mort de la Terre.

La démographie est la partie la plus riche en mythes de toute l'économie politique. Alfred Sauvy l'avait bien compris. On voit tous les jours s'étaler dans la presse l'idée que la productivité crée du chômage, que les solutions chères sont les meilleures car elles créent de l'emploi. La numérisation et

les robots, avec l'intelligence artificielle, tueront l'emploi hurlent les imbéciles qui sont incapables de remarquer que les pays où le chômage est le moindre sont ceux qui ont le plus informatisé leurs processus et qui ont le plus grand nombre de robots.

Le problème n'est pas dans l'emploi détruit mais dans celui qui n'est pas créé. Un pays qui voit l'État confisquer 100 % de la valeur ajoutée des entreprises ne peut pas créer les emplois nouveaux nécessaires en nombre suffisant.

La France, contrairement à ce qu'on croit, est un pays sous-peuplé, n'en déplaise à tous les malthusiens qui croient que nous y sommes trop nombreux. L'exode rural et la dénatalité ont conduit en partie à la désertification de certaines zones mais surtout à cette réalité délicate : l'existant ne peut plus être financé, dans la mesure où le niveau de vie des intervenants fonctionnaires ou non doit être augmentée régulièrement.

C'est la raison principale du manque de rentabilité des trains régionaux, de la poste, des agences bancaires, des métiers médicaux, des commerces. À ces causes s'ajoutent naturellement des évolutions aggravantes : la Sécurité Sociale qui veut paupériser les généralistes et centraliser les spécialistes, le régime insupportable financièrement des cheminots, le grand commerce qui s'est installée dans les banlieues des villes moyennes, la hausse du coût du pétrole, les DDT ex DDE qui gâchent l'argent public en enlevant puis remettant les haies et en créant des ronds-points, l'organisation soviétique de la campagne avec les Modev et la ruine des propriétaires terriens, accélérée par les décisions de justice à sens unique, Les églises ferment faute de paroissiens mais aussi de vocations. L'écologie fascisante qui prône un immobilisme total et le blocage violent de tout équipement régional, joue également son rôle détestable pour conduire à la déréliction des villages et des provinces.

On comprend que tous les maires des petites villes et leur population veulent simplement vivre aux crochets de l'État. Si le nombre des fonctionnaires locaux et régionaux a explosé, c'est largement pour ces raisons. Ce qui n'a fait qu'aggraver les choses. Le goût pour la maison Sam'suffit a joué également son rôle. Le pays est mité de constructions qui imposent des déplacements en voiture et un approvisionnement hors des centres-villes. La population française est partiellement responsable de ses propres problèmes. Une des raisons du chômage de masse en France est l'impossibilité de recruter dans de nombreux villages de France, parce qu'il n'y a plus assez de naissances, que les jeunes sont partis et que l'immigration est absente. On a trop de jeunes immigrés dans les banlieues pas assez dans les provinces. L'imbécillité de la politique de Mme Hidalgo qui charge certains quartiers parisiens d'immigrés (35 % dans le 4^e arrondissement de Paris par exemple), alors qu'il faudrait les envoyer dans les villes petites et moyennes françaises, est remarquable d'inconséquence.

Le Japon, qui est passé de la baisse de la natalité à la baisse de la population, étudie depuis plusieurs années les conséquences dramatiques sur l'impossibilité d'entretenir le bâti et les structures existantes. Il refuse toute immigration. Jusque quand ?

Concluons. Traiter les questions de pauvreté et d'immigration pauvre est comme passer une charrue dans un champ de mines. Comptons le nombre de faits évoqués dans ce simple message qui peuvent déclencher d'horribles polémiques.

- Le meilleur moyen de sortir de la pauvreté est de sortir du socialisme
- La transplantation de l'ensemble des Roms des pays centraux vers la France et les pays riches conduit à une forme de dé civilisation
- La technologie n'est pas la cause du chômage
- On manque de bras en France qui est dépeuplée dans la plus grande partie de son espace

- La Sécu aggrave les choses en massacrant l'offre de soins
- Le goût de la maison individuelle aggrave tout
- La grande distribution est inévitable dans une France rurale dépeuplée.
- Il faudrait plus d'immigrés en province dans les villes moyennes.
- On n'en saura pas accueillir en Europe les 400 millions de nouveaux Africains.
- La surfiscalité aggrave tout
- Le système monétaire est dysfonctionnel
- L'euro est un système également dysfonctionnel
- ...

Il y a là de quoi se faire assassiner vingt fois. Ou cent ou mille ! De tous les côtés. Aucun ménagement à attendre :

- Des socialistes
- Des Libéraux
- De l'extrême gauche
- Des Verts et assimilés
- De l'extrême droite
- Des racistes et xénophobes
- Des féministes
- Des anti racistes
- Des européistes
- De Zemmour
- Des fonctionnaires
- Des paysans
- Des Américains
- Du monde de la finance
- Des Européistes
- Des organisations syndicales
- Des maîtres-penseurs
- Des banquiers et des maîtres de la finance
- De l'Inspection des finances
- .

Cela finit par faire beaucoup.

Donc les économistes officiels ne peuvent que se taire. Et ils le font très bien. Le thème de la pauvreté est réservé au tiers-monde « ruiné par la globalisation » alors que c'est l'inverse. En France on s'étripe sur les inégalités par déciles ! Vive les études sur le microcrédit, les monnaies « citoyennes » et les initiatives microlocales d'autosuffisance et les toilettes sèches.

Donc les démographes ont déserté le terrain se contentant comme Le Bras d'alimenter le politiquement correct dominant en études malhonnêtes tant les partis pris sont prégnants.

Donc les politiques grattent les plaies sans chercher de vraies solutions.

Une honte intellectuelle et nationale, mais des blocages invincibles.